

## TERMES DE REFERENCE POUR CONSULTANTS OU PRESTATAIRES INDIVIDUELS

<b>Titre:</b> Révision du Guide Multisectoriel et du Plan Stratégique National pour la Nutrition en Haïti		<b>Durée de la consultation :</b> 3 MOIS
<b>Type de Contrat :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Consultant <input type="checkbox"/> Contractant individuel à plein temps <input type="checkbox"/> Contractant individuel à temps partiel		<b>Catégorie:</b> <input type="checkbox"/> Nationale <input checked="" type="checkbox"/> Internationale
<b>Affectation:</b> <input checked="" type="checkbox"/> Bureau <input checked="" type="checkbox"/> Domicile <input type="checkbox"/> Autre		<b>Section/Unité:</b> Nutrition

### 1. CONTEXTE:

La malnutrition continue d'être un problème majeur de santé publique en Haïti. On estime aujourd'hui qu'environ 260,000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë dans le pays, dont environ 100,000 sous la forme sévère. La situation nutritionnelle, déjà fragile, s'est considérablement dégradée récemment du fait de la crise politique et sécuritaire que connaît le pays, avec une réduction de l'accès des populations aux services de santé de base, de nutrition, d'eau, d'hygiène et d'assainissement, ainsi que la situation alimentaire fragilisée par une inflation galopante et une flambée des prix des denrées alimentaires qui plongent près de 4,7 millions de personnes en insécurité alimentaire aigüe. La situation nutritionnelle est encore plus préoccupante dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. En effet, une évaluation nutritionnelle menée en avril 2022 par le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) et l'UNICEF a montré qu'un enfant de moins de cinq ans sur cinq souffre de malnutrition aiguë dans la commune de Cite Soleil. De plus, la récente épidémie de choléra a contribué à exacerber les vulnérabilités nutritionnelles, avec une convergence de la malnutrition et du cholera dans plusieurs parties du pays, ce qui constitue une menace pour la survie et le développement des enfants. On s'attend à une dégradation considérable de la situation nutritionnelle du fait que le cholera rend les enfants beaucoup plus vulnérables à la malnutrition.

Haïti a adhéré au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) en juin 2012. Cette adhésion traduit la volonté du gouvernement de faire de la nutrition une priorité sur l'agenda de développement du pays. De ce fait, le Ministère de la Santé et de la Population (MSPP) fait du renforcement de l'environnement institutionnel de la nutrition une priorité. Cela se traduit par la volonté du MSPP d'investir dans le développement de politiques et plans d'action permettant d'accélérer la mise déjà à l'échelle des interventions nutritionnelles en Haïti. Dans cette optique, le MSPP a validé récemment le Plan d'Action budgétisé sur la prévention et la prise en charge de l'émaciation récemment validé par Haïti, avec l'appui de l'UNICEF et des autres partenaires du système des Nations Unies. L'ambition du MSPP est aussi d'actualiser le plan stratégique nutrition, qui a été développé pour opérationnaliser la mise en œuvre de la politique nationale de nutrition. Ce plan couvre la période 2013-2018 et est donc arrivé à échéance

C'est pour accompagner le MSPP dans l'atteinte de cet objectif que l'UNICEF envisage le recrutement d'un consultant international afin d'appuyer ledit Plan Stratégique National sur la nutrition.

### 2. BUT DE LA CONSULTANCE:

Cette consultance a pour but de fournir un appui technique au Ministère de la Santé Publique et de la Population, plus particulièrement à l'Unité de Coordination et de Programme d'Alimentation et de Nutrition (UCPNaNu), dans la révision de la Politique Nationale de Nutrition, l'élaboration et la budgétisation d'un Plan Stratégique quinquennal de nutrition sur la période 2023-2027.

### 3. OBJECTIFS CIBLES

Les principaux objectifs de cette consultance sont les suivants :

- Faire un état des lieux du programme national de nutrition et actualiser l'analyse de la situation nutritionnelle, y compris les problèmes majeurs et leurs causes, ainsi que les goulots d'étranglement au niveau opérationnel
- Proposer un ajustement des interventions à prioriser sur la base des critères tels que le coût-efficacité, la capacité de mise à l'échelle, les perspectives de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre, etc.
- Proposer un plan stratégique détaillé et chiffré, avec un cadre commun de résultats et des mécanismes clairs de suivi et évaluation, y compris la mise en place d'un cadre de redevabilité.
- Exécuter toutes autres tâches recommandées par l'UNICEF

### 4. Protection des Enfants

Ce rôle implique-t'il un contact direct avec les enfants ?

OUI  NON. Si OUI, veuillez cocher tout ce qui est applicable:

**Rôle de contact direct**  OUI  NON

Si oui, veuillez indiquer le nombre d'heures / mois de contact interpersonnel direct avec des enfants ou de travail dans leur proximité physique immédiate, avec une supervision limitée par un membre du personnel plus expérimenté :

**Rôle dans la saisie de données sur les enfants**  OUI  NON

Si oui, veuillez indiquer le nombre d'heures / de mois de gestion ou de transmission d'informations personnelles à caractère d'identification d'enfants (nom, carte d'identité nationale, données de localisation, photos):

Pour plus d'informations, veuillez consulter les FAQs et les mises à jour disponible sur le "[SharePoint:Child Safeguarding](#)" et [Child Safeguarding FAQs and Updates](#) .

**5. TACHES ASSIGNEES**

(Les dates de remise des livrables/produits et les détails sur la façon dont le travail doit être soumis (par exemple la soumission sous forme électronique, copie papier, les logiciels qui devront être utilisés, etc) ainsi que **les indicateurs de performance pour évaluer les résultats** (par exemple la valeur des services rendus par rapport à leurs coûts, etc).

Activités Clés	Méthodologie Attendue	Outils/Données à fournir	Produits Finaux/Livrables	Délais Prévus
<i>Décrire de façon détaillée et quantifiable chaque activité</i>	<i>Elaborer un aperçu de la méthodologie à suivre</i>	<i>Décrire les outils tels que les études, rapports, support technique, etc...</i>	<i>Toutes les tâches doivent avoir des résultats mesurables et identifiables. Ceci est nécessaire au cas où les paiements échelonnés sont liés à des livrables spécifiques</i>	<i>Indiquez la période nécessaire pour accomplir chaque activité, avec des dates</i>
Faire un état des lieux du programme national de nutrition et actualiser l'analyse de la situation nutritionnelle, y compris les problèmes majeurs et leurs causes, ainsi que les goulots d'étranglement au niveau opérationnel	Revue des politiques, plans et programmes existants sur la nutrition, analyse de la situation nutritionnelle au niveau national et revue des goulots et opportunités sur la base d'une analyse Forces-Faiblesses Opportunités-Menaces (FFOM)  Organisation d'un atelier national sur les goulots d'étranglement sur la mise en œuvre des politiques et programmes de nutrition en Haiti	Politique nationale de nutrition, politique nationale de sante, plan directeur sante en Haiti,	Rapport d'analyse de la situation nutritionnelle et de la mise en œuvre des politiques et programmes	30 jours
Proposer un ajustement des interventions à prioriser sur la base des critères tels que le coût-efficacité, la capacité de mise à l'échelle, les perspectives de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre, etc.	Proposition d'une esquisse de priorisation des interventions en nutrition dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Nutrition  Organisation d'un atelier national de priorisation des interventions avec le MSPP et tous les acteurs pour définir un cadre commun des résultats.		Cadre Commun des Résultats (CCR) sur la Nutrition	20 jours
Proposer un plan stratégique détaillé et chiffré, avec un cadre commun de résultats et des mécanismes clairs de suivi et évaluation, y compris la mise en place d'un cadre de redevabilité.	Rédaction d'une première mouture du plan stratégique révisé sur la base du consensus obtenu au niveau national sur le CCR et la budgétisation des interventions  Préparation d'un plan stratégique final sur la base des commentaires reçus et des orientations du MSPP		Plan Stratégique sur la nutrition budgétisé et validé par le MSPP	40 jours

## 6. QUALIFICATIONS NECESSAIRES (Y COMPRIS CONNAISSANCES SPECIALISEES)

- Être titulaire d'un doctorat en nutrition, santé publique, sciences sociales ou toute autre discipline pertinente ;
- Connaissance et compréhension du contexte mondial d'élaboration et d'évaluation des politiques, plans et programmes de nutrition
- Expérience dans le domaine de la multisectorialité en nutrition
- Capacité de fédérer les partenaires de divers secteurs autour d'une plateforme multisectorielle afin de discuter des questions de nutrition et d'élaborer des politiques, plans et stratégies en lien avec la nutrition
- Excellente capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction ;
- Aptitude à travailler en étroite collaboration avec des instances gouvernementales avec tact et diplomatie ;
- Capacité de travail en équipe mais aussi de façon autonome avec un minimum de supervision ;
- La connaissance du contexte haïtien en termes de programmation en nutrition serait un atout
- Parfaite maîtrise du français et de l'anglais (parlé, oral et écrit) ;
- Maîtrise du logiciel Microsoft Office (Word, Excel, Power point).
- L'expérience de travail avec le système des Nations Unies serait un atout

## 7. EXPERIENCES PROFESSIONNELLES REQUISES

- Au minimum dix années d'expérience professionnelle dans les domaines de la santé publique et/ou nutrition, avec un accent sur l'élaboration et l'évaluation des politiques, plans et programmes de nutrition
- Expérience de travail dans des pays en développement ayant un profil similaire à celui d'Haïti

## 8. CONDITIONS DE TRAVAIL

Sur le plan administratif, le/la consultant(e) international(e) dépendra du bureau UNICEF/Haïti et travaillera étroitement avec les partenaires.

Il/Elle utilisera son propre matériel de travail (Laptop, téléphone, etc.). Toutefois, selon le besoin, un espace de travail peut être mis à sa disposition, dans les locaux de l'UNICEF.

La consultation se déroulera en présentiel. En fonction de la situation sécuritaire, la phase initiale d'analyse pourra se faire à distance, avec une bonne coordination avec le MSPP, l'UNICEF et les divers partenaires.

Le/la consultant(e) devra travailler sous les orientations globales du MSPP qui a le leadership sur la révision du plan stratégique sur la nutrition

Il/Elle se conformera aux règles et règlements de sécurité des Nations Unies

Les honoraires du/de la consultant (e) seront payés à la soumission des livrables, sur présentation d'une facture certifiée par le superviseur et d'un rapport final mentionnant les livrables soumis. Le paiement final est sujet à une évaluation de performance satisfaisante.

## 9. TITRE DU SUPERVISEUR DIRECT

Chief Nutrition

## 10. TERMES DU CONTRAT/COUTS ESTIMATIFS

Le/la consultant (e) est tenu de soumettre dans le cadre de son application :

- Une proposition financière **tout-inclus** (Honoraires et frais connexes, i.e. DSA, « Terminal Expenses », frais de communication et internet)
- Un CV et formulaire P11 (en annexe) à jours
- Une copie scannée du diplôme de maîtrise
- Les coordonnées (nom, téléphone et email) des trois derniers **superviseurs** pour la vérification des références, y compris le superviseur actuel si possible.

Les honoraires du/de la consultant (e) seront payés en fonction de la soumission des livrables comme suit :

- 25% à la livraison du Rapport d'analyse de la situation nutritionnelle et de la mise en œuvre des politiques et programmes
- 25% à la livraison du Cadre Commun des Résultats (CCR) sur la Nutrition
- 25 % à la livraison du draft du Plan Stratégique sur la nutrition
- 25% à la soumission du Plan Stratégique final sur la nutrition

**11. VOYAGE RENTRANT DANS LE CADRE DU CONTRAT** *(si nécessaire)*

Le consultant pourra être amené à faire des missions sur le terrain dans le cadre du renforcement des capacités des équipes du MSPP sur le Guide Multisectoriel de la Nutrition. Le plan de mission sera discuté en amont avec le superviseur et le MSPP et le consultant sera couvert par une autorisation de voyage (TA) pour toutes ses missions sur le terrain.

Préparé par : Roger Sodjinou, Chief Nutrition

Revu par : Sara Maria Brownlow, HR Specialist

Approbation du Représentant Adjoint ou du Représentant Adjoint/Opérations : Francois Kampundu

Date : \_\_\_\_\_

Approbation du Représentant *(s'il s'agit de sélection directe ou si la consultance n'est pas incluse dans le plan annuel)*

Bruno Maes

Date : \_\_\_\_\_

i

<sup>i</sup> Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant ou d'un contrat individuel ne seront pas considérées comme des «fonctionnaires» au sens du Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF et n'auront pas droit aux prestations qui y sont prévues (telles que les congés et l'assurance médicale) . Leurs conditions de service seront régies par leur contrat et les Conditions Générales des Contrats pour les Services de Consultants et de Contractants Individuels. Ils/elles sont responsables de la détermination de leurs obligations fiscales et du paiement de toutes taxes et / ou droits, conformément aux lois locales ou autres en vigueur.